



Déclaration liminaire de la Cgt-Educ'Action 06

CDEN du 7 novembre 2025

Bonjour à toutes et à tous,

Nous commencerons cette déclaration par nous réjouir de la sortie de nos collègues Cécile Kohler et Jacques Paris des prisons iraniennes dans lesquelles il et elle étaient otages depuis plus de 3 ans. Nous leur souhaitons une libération définitive et un retour en France les plus rapides possible.

Difficile de trouver d'autres nouvelles réjouissantes en période d'examen du projet de loi de finance. Lorsqu'on a une oreille un peu attentive, il est toujours difficile d'être optimiste.

En effet, de source gouvernementale, au moins 350 000 personnes sont sans domicile en France et le collectif « les morts de la rue » annonce un nouveau record effroyable avec plus de 900 morts l'an dernier, dont une quarantaine d'enfants de moins de 15 ans, le double de l'année précédente. Alors que 3,5 % de la population possède 50 % des locations, on entend un ancien ministre du logement, M. Kasbarian, se féliciter du nombre record de 25 000 expulsions en 2024, un triplement en moins de vingt ans, ajoutant qu'il faudrait même aller plus loin !

Alors que le taux de pauvreté est reparti à la hausse depuis le milieu des années 2 000, on entend le ministre du travail proposer la suppression de la prime de Noël pour certains·es, la division de moitié pour d'autres, et la taxation des tickets restaurants et des chèques vacances.

Alors qu'un rapport de l'ONU publié le 4 novembre alerte sur le fait que les plans climat des pays nous mènent vers une planète plus chaude de 2,3 à 2,5 °C d'ici à la fin du siècle, hausse des températures bien supérieure aux objectifs des accords de Paris (1,5°C), depuis le début de l'année, une quantité inédite de votes et de décisions politiques mettent à mal l'ambition écologique de la France : suppression des zones à faibles émissions, A69, normes agricoles, et on entend des projets comme le recul de 10 ans de la date d'interdiction des voitures thermiques.

Alors que les arrêts maladies augmentent, parce que la santé au travail est mise à mal, en particulier avec l'augmentation des risques socio-organisationnels, on entend qu'il faudrait limiter les remboursements, augmenter les restes à charge, limiter les arrêts maladie plutôt que de s'attaquer à la source des problèmes.

Alors que la fortune des ultrariches a doublé depuis le début du premier mandat du président Macron, quand le taux de pauvreté, rappelons-le, est en augmentation, on traîne des pieds pour imposer ces ultras riches avec un taux au moins équivalent à celui des autres français·es.

Dans notre ministère, alors que nous constatons de nombreuses difficultés dont une partie non négligeable est due aux classes surchargées, tout particulièrement dans notre département, on entend des propositions de suppression de 4 000 postes d'enseignant·es. En lui octroyant une augmentation de budget bien inférieure à l'inflation, le gouvernement affiche clairement son absence d'ambition pour l'école.

Bref, toujours les mêmes fausses solutions qui ont fait la preuve de leur inefficacité depuis des années, qui seraient légitimées par un imaginaire ruissellement. Toujours la même orientation qui a pour conséquence la dégradation des services publics, tant du côté des conditions de travail des agent·es que de la qualité des services rendus au public. Ce sont les idéologies économiques de nos dirigeant·es qui prédominent et façonnent les priorités politiques. C'est tout le contraire de ce que nous réclamons : commençons par fixer démocratiquement les priorités que nous souhaitons pour notre société, et adaptons l'économie au service de ces priorités.